

Cote du document: EB 2020/131(R)/R.7/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5 a) i) a)
Date: 9 décembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur du

Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural

République du Yémen

Numéro du projet: 2000002352

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Dina Saleh

Directrice régionale par intérim
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2780
courriel: d.saleh@ifad.org

Mohamed Abdelgadir

Directeur de pays
téléphone: +202 25943-872
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session
Rome, 7-9 décembre 2020

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
III. Risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	8
C. Classement au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	9
IV. Exécution	9
A. Cadre organisationnel	9
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	10
C. Plans d'exécution	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	11

Appendices

- I. Accord de don (le document sera mis à disposition avant la séance)
- II. Logical framework
- III. Integrated Project Risk Matrix

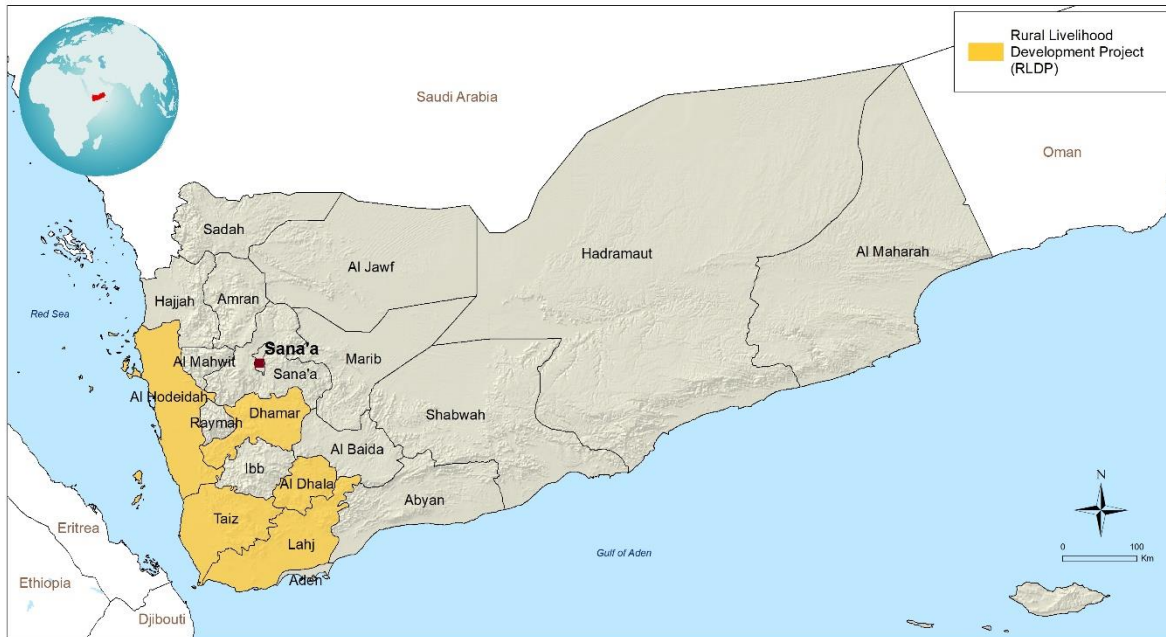
Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Dina Saleh
Directeur de pays:	Mohamed Abdelgadir
Responsable technique:	Mawira Chitima
Fonctionnaire principal des finances:	Malek Sahli
Spécialiste climat et environnement:	Tarek Abdel Monem
Juriste:	Purificación Tola Satue

Sigles et acronymes

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
ODD	Objectif de développement durable
PTBA	Plan de travail et budget annuel

Carte de la zone du projet



Source: 04/05/2020

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Bénéficiaire:	Partenaire(s) d'exécution
Organisme d'exécution:	Partenaire(s) d'exécution
Coût total du projet:	21,421 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	10,0 millions d'USD
Cofinancier:	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Montant du cofinancement:	FEM: 10,0 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution des bénéficiaires:	1,421 million d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	5,235 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 53.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. **Contexte politique, économique et social.** Le Yémen connaît depuis plus de cinq ans un conflit complexe qui cause de lourds dégâts matériels et a des effets dévastateurs sur la population. L'économie a reculé d'environ 50% depuis 2014 et on estime que le revenu national brut est tombé sous la barre des 1 000 USD par habitant. La guerre a également fait cesser les exportations du Yémen, entraîné une dépréciation de la devise du pays, accéléré l'inflation, limité fortement les importations de nourriture et de carburant et infligé des dégâts étendus aux infrastructures. En tout, 17,8 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, et 19,7 millions ne peuvent recevoir des soins de santé adéquats. En 2019, l'indice de développement humain du pays s'établissait à 0,463, soit bien en deçà de la moyenne, qui s'élevait à 0,55.
2. **Situation de fragilité.** En 2020, le Yémen s'est classé au dernier rang de l'indice des États fragiles. Ce résultat s'explique principalement par la guerre et les troubles que subit le pays depuis 2011, mais il a également pour cause profonde les inégalités sociales et économiques qui entravent les progrès du Yémen sur la voie de la gouvernance démocratique et d'une meilleure répartition des richesses. La faiblesse de la capacité d'adaptation et des capacités des institutions et les chocs climatiques, comme les longues et fréquentes périodes de sécheresse, les glissements de terrain et les inondations, accroissent la vulnérabilité des populations pauvres et aggravent la détérioration de l'environnement.
3. **Pauvreté.** Face à la forte intensification du conflit, 45% des Yéménites interrogés en 2015 ont dit avoir perdu leur principale source de revenus. Avant la crise, la pauvreté touchait près de la moitié de la population du pays. En 2019, ce chiffre avait bondi pour atteindre entre 71 et 78%. L'Organisation des Nations Unies a estimé que 24,1 millions de personnes, soit 80% de la population, risquaient de souffrir de la faim et de la maladie et qu'environ 14,3 millions d'entre elles avaient besoin d'être aidées de toute urgence. De plus, le conflit a gravement perturbé la production et les marchés agricoles, les transports et les systèmes de distribution.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural au Yémen, pour lequel des dons sont ici demandés au FIDA, a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes.
5. **Genre et inclusion sociale.** Le conflit a creusé et rendu plus visibles les inégalités de genre. En 2020, sur les 144 pays classés selon l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes du Forum économique mondial, le Yémen est arrivé au dernier rang, comme c'est le cas depuis 10 ans. Un cinquième des ménages yéménites ont à leur tête une femme de moins de 18 ans, et les femmes et les enfants représentent les trois quarts des personnes déplacées. Les hostilités ont

également contribué à une augmentation de la violence fondée sur le genre et du nombre de personnes handicapées¹.

6. **Jeunes.** La moitié de la population du Yémen a moins de 18 ans, et plus de 20% des Yéménites ont entre 15 et 24 ans. Le chômage des jeunes dans cette dernière tranche d'âge s'élève à 35%, tandis que les deux tiers des jeunes yéménites n'ont reçu aucune instruction². L'analphabétisme et le taux de chômage élevé empêchent les jeunes de contribuer au développement du Yémen.
7. **Nutrition.** La population du Yémen est depuis longtemps aux prises avec la malnutrition. Dans la situation actuelle, exacerbée par l'aggravation de la crise économique, entre 1,8 et 2,8 millions d'enfants risquent de connaître une insécurité alimentaire aiguë, et de nombreux autres risquent de souffrir d'une malnutrition aiguë sévère potentiellement mortelle. En outre, on estime que 1,1 million de femmes enceintes sont touchées par la malnutrition en raison des pénuries alimentaires, qui menacent par ailleurs la vie de 75 000 femmes qui sont susceptibles de souffrir de complications pendant l'accouchement et de donner naissance à des enfants présentant un retard de croissance.
8. **Climat et environnement.** Les données montrent qu'entre 1981 et 2018 les précipitations au Yémen ont diminué de 1,6 millimètre à chaque décennie. Il est encore plus inquiétant de constater que la variabilité des précipitations augmente, les précipitations étant inégalement réparties sur le territoire. Cette situation menace les rendements des cultures et réduit la capacité de charge des parcours empruntés par le bétail. Ces derniers temps, les inondations se sont également faites plus fréquentes, trois inondations se produisant rien qu'en 2019. La probabilité des périodes de sécheresse a aussi crû considérablement depuis le début du siècle. Le Yémen devrait être frappé plus fréquemment par des phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par les changements climatiques.

Justification de l'intervention du FIDA

9. Depuis la suspension des activités du FIDA dans le pays en 2015, le Gouvernement yéménite ne cesse de demander leur reprise. Il estime que l'aide humanitaire ne suffit pas pour reconstituer les moyens d'existence et qu'il a besoin d'une aide au développement. Sa demande cadre avec la stratégie du FIDA en faveur des États en situation de fragilité et le programme spécial de l'organisation à l'intention de ces pays. Elle correspond également à ce qu'a observé le Fonds à l'échelle mondiale, à savoir que l'aide humanitaire revêt certes un caractère indispensable, mais que des investissements responsables et ciblés dans l'agriculture et le développement rural peuvent grandement contribuer à la paix et à la stabilité. Bien que le FIDA ait terminé toutes les procédures internes lui permettant de reprendre ses activités dans le pays, le Gouvernement yéménite ne peut accéder au Système d'allocation fondé sur la performance, car il doit régler des arriérés au titre de sa dette. Toutefois, en novembre 2019, la direction du FIDA a donné son accord pour qu'une enveloppe de 10 millions d'USD issue des ressources consacrées aux dons du Fonds soit exceptionnellement allouée à l'exécution du Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural.

B. Enseignements tirés

10. Sur la base des enseignements tirés de précédents investissements, le projet suivra une approche axée sur les communautés afin de parvenir à une répartition des ressources égale et équitable, tout en conservant une certaine souplesse pour s'adapter à tout changement sur le terrain dans un environnement imprévisible. D'après l'expérience d'autres organisations telles que la FAO, le Fonds social de développement du Yémen et la Banque mondiale, il importe: i) de permettre aux

¹ Programme des Nations Unies pour le développement, 2020, <https://www.ye.undp.org/content/yemen/en/home/sustainable-development-goals/goal-5-gender-equality.html>.

² Organisation internationale du Travail, 2019.

personnes touchées par le conflit d'accéder aux programmes de développement afin qu'elles renforcent leurs capacités et leur résilience; ii) de mettre l'accent sur les ménages vulnérables et les femmes; iii) de poursuivre le mentorat; iv) d'examiner régulièrement les résultats obtenus pour intégrer les enseignements dégagés sur le terrain; v) de collaborer étroitement avec les populations locales selon une démarche axée sur la demande; vi) de faire appel à des partenaires d'exécution jouissant d'une forte présence sur le terrain afin que l'approche centrée sur les communautés soit appliquée systématiquement; vii) de garantir la participation des organismes d'exécution publics au renforcement des capacités et à la mobilisation des communautés aux fins de la durabilité à long terme.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

11. **La finalité du projet** est de rétablir la résilience des communautés face aux chocs économiques et environnementaux et d'améliorer les moyens d'existence des personnes pauvres, exclues et défavorisées.
12. **L'objectif de développement** sera d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus des petits agriculteurs en augmentant la production agricole et en renforçant la résilience face aux risques climatiques.
13. **Portée.** Le projet devrait permettre de venir en aide à 26 000 ménages, soit 175 000 personnes, à raison d'une estimation de 6,7 personnes par ménage. Il ciblera directement les femmes et les jeunes, atteignant 64% des femmes et 53% des jeunes dans la zone d'intervention, soit 11 500 femmes et 9 600 jeunes.
14. **Durée.** Le programme sera exécuté sur une période de cinq ans.
15. **Zone d'intervention.** Le projet couvrira les gouvernorats de Dhamar, d'Al-Dhala, de Lahj, de Taëz et de Hodeïda. Les gouvernorats sélectionnés vont du nord au sud du pays et comprennent des zones contrôlées par des forces politiques de l'opposition. Les zones d'intervention ont été choisies en fonction de leur vulnérabilité aux risques climatiques, de la densité démographique et des précédents investissements du FIDA dans des initiatives à assise communautaire. Des activités seront menées dans 15 à 20 districts répartis dans les cinq gouvernorats. La sélection des districts repose sur un classement tenant compte de la sécurité alimentaire, des niveaux de malnutrition, de la vulnérabilité aux aléas climatiques, de l'accessibilité et des conditions de sécurité.
16. **Groupes cibles.** Le projet ciblera principalement des ménages pauvres en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et prenant part aux activités agricoles. Il donnera la priorité aux catégories les plus pauvres et les plus défavorisées, c'est-à-dire aux femmes, aux jeunes et aux ménages dirigés par ces personnes. Une attention particulière sera accordée aux personnes touchées par le conflit, notamment aux personnes déplacées et aux personnes handicapées.
17. **Méthode de ciblage.** Le projet utilisera des méthodes d'autociblage et de ciblage direct. La solidité de la stratégie de ciblage repose sur un diagnostic qui sera établi au début des opérations. La sensibilisation aux questions concernant le genre et les jeunes favorisera une répartition des rôles et des relations plus équitables entre femmes et hommes dans les ménages et dans les groupes.

B. Composantes, résultats et activités

18. Le projet s'articule autour de quatre composantes: i) mobilisation et renforcement des communautés; ii) infrastructures résilientes face aux changements climatiques; iii) protection des moyens d'existence agricoles; iv) gestion du projet.
19. **Composante 1: Mobilisation et renforcement des communautés.** Cette composante comprend deux sous-composantes:

20. **1.1. Mobilisation et participation des communautés.** Cette sous-composante vise à faire en sorte que le projet suive une approche ascendante axée sur les communautés en vue de définir les options d'investissement en étroite collaboration avec les groupes cibles. **1.2. Renforcement des capacités des communautés.** Cette sous-composante servira à fournir une assistance technique aux fins de la formation des organisations communautaires et des bénéficiaires aux interventions relatives aux infrastructures.
21. **Composante 2: Infrastructures communautaires résilientes face aux changements climatiques.** L'objectif de cette composante est d'améliorer l'approvisionnement en eau à usage domestique et en eau d'irrigation dans les communautés ciblées en créant les infrastructures requises. Cette composante comprend trois sous-composantes:
22. **2.1. Approvisionnement en eau à usage domestique.** L'intervention permettra aux ménages, aux communautés et aux villages d'avoir un accès durable à l'eau potable en remettant en état les systèmes existants ou en construisant de nouvelles installations. **2.2. Petite irrigation et moyens d'existence issus de l'agriculture sur terres inondables.** L'objectif de cette intervention est d'accroître la production agricole en remettant en état et en améliorant les petites infrastructures communautaires d'irrigation ainsi que les installations servant à l'agriculture sur terres inondables. **2.3. Conservation des sols et de l'eau.** Les activités menées dans ce cadre ont pour objet de réduire l'érosion des sols, les pertes en eau et les glissements de terrain qui font suite aux sécheresses et aux inondations intenses successives et font payer un lourd tribut à l'environnement, à la société et à l'économie.
23. **Composante 3: Protection des moyens d'existence agricoles.** Cette composante vise à protéger les ménages agricoles, à rétablir leurs moyens d'existence et à leur apporter un minimum de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle comprend les trois sous-composantes suivantes:
24. **3.1. Renforcement des capacités en matière de production agricole.** Cette sous-composante a pour objet de renforcer les capacités des agriculteurs et agricultrices afin qu'ils puissent rendre leur production agricole durable et résiliente face aux changements climatiques. **3.2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle.** Cette sous-composante permettra d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en autonomisant les femmes et les jeunes grâce à des cours d'alphabétisation à l'intention des adultes et à des séances d'apprentissage sur la nutrition. **3.3. Résilience des moyens d'existence et création de valeur ajoutée.** Cette sous-composante vise à aider les ménages vulnérables à restaurer leurs moyens d'existence en leur proposant des dispositifs d'appui à cette fin et en les aidant à ajouter de la valeur à leur production actuelle en vue de renforcer la résilience de leurs moyens d'existence.
25. **Composante 4: Gestion du projet.** Cette composante a pour objet de financer les coûts supplémentaires liés à la gestion du projet et aux opérations ainsi que la gestion financière, la passation des marchés et le suivi-évaluation des activités relevant du projet.

C. Théorie du changement

26. Le projet aura pour effet global de réduire la pauvreté et la vulnérabilité en augmentant la production agricole, en renforçant la résilience face aux risques climatiques et en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
27. Des investissements clés dans la reconstruction des infrastructures d'approvisionnement en eau, la protection des champs contre l'érosion et les inondations, et la facilitation de l'accès aux marchés aideront les ménages à accroître leur production végétale et animale, à se prémunir contre les dégâts causés par les inondations et à vendre leurs produits en plus grand nombre. Outre

l'organisation de stages pratiques pour agriculteurs, le projet prévoira la mise en place de dispositifs d'appui aux moyens d'existence et la fourniture de dons de contrepartie aux fins des activités postérieures à la récolte. Une autre méthode d'autonomisation des populations locales consistera à organiser des formations spéciales en lecture, en écriture et en calcul, ainsi que des séances de mentorat sur la nutrition à l'intention des femmes. Le projet visera à accroître la disponibilité alimentaire des ménages en augmentant la production de nourriture à l'échelle locale grâce aux jardins potagers, au petit élevage et à une bonne conservation des aliments.

D. Alignement, appropriation et partenariats

28. Le projet concorde avec plusieurs objectifs de développement durable (ODD), tels que l'ODD n° 1.2, qui vise à réduire la pauvreté, et l'ODD n° 1.5, qui vise à renforcer la résilience des populations pauvres et à réduire leur exposition aux phénomènes climatiques extrêmes. Il contribue également à la réalisation des ODD n°s 2.1, 2.2 et 2.3, visant respectivement à éliminer la faim, à mettre fin à la malnutrition et à accroître la productivité agricole et les revenus. En outre, il visera à assurer une éducation inclusive et de qualité pour tous (ODD n° 4), à parvenir à l'égalité femmes-hommes et à autonomiser les femmes et les filles (ODD n° 5) et à renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques (ODD n° 13).
29. Conformément aux objectifs stratégiques approuvés dans la note de stratégie de pays du FIDA pour le Yémen de 2019, le projet contribuera à l'objectif stratégique global du FIDA, à savoir "réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire par des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients". Il contribuera également à la réalisation des engagements pris dans le cadre de FIDA11, en faisant progresser l'action dans les quatre thématiques transversales du Fonds, à savoir le climat, le genre, la nutrition et les jeunes.

E. Coût, avantages et financement

30. La composante 1 du projet (Mobilisation et renforcement des communautés) est comptabilisée en partie comme financement de l'action climatique, tandis que la composante 2 (Infrastructures communautaires résilientes face aux changements climatiques) est pleinement comptabilisée comme telle. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à titre préliminaire à 5 235 000 USD. Les coûts du projet par source de financement, par composante, par catégorie de dépenses et par année du projet figurent dans les tableaux 1 à 3.

Tableau 1

Coûts du projet par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Don du FIDA</i>		<i>FEM</i>		<i>Bénéficiaires</i>			<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions en espèces</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Mobilisation et renforcement des communautés								
1.1. Mobilisation et participation des communautés	1 781	100	-	-	-	-	-	1 781
1.2. Renforcement des capacités des communautés	21	8,9	214	91,1	-	-	-	235
Sous-total	1 802	89,4	214	10,6	-	-	-	2 016
2. Infrastructures communautaires résilientes face aux changements climatiques								
2.1. Approvisionnement en eau à usage domestique	276	8,9	2 416	77,6	-	422	13,6	3 114
2.2. Petite irrigation et moyens d'existence issus de l'agriculture sur terres inondables	950	33	1 544	53,7	-	381	13,3	2 875
2.3. Conservation des sols et de l'eau	2 588	81,5	154	4,9	-	433	13,6	3 176
Sous-total	3 814	41,6	4 114	44,9	-	1 237	13,5	9 165
3. Protection des moyens d'existence agricoles								
3.1. Renforcement des capacités en matière de production agricole	-	-	2 056	100	-	-	-	2 056
3.2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle	1 180	56,8	898	43,2	-	-	-	2 078
3.3. Résilience des moyens d'existence et création de valeur ajoutée	-	-	2 090	91,9	-	184	8,1	2 275
Sous-total	1 180	18,4	5 045	78,7	-	184	2,9	6 409
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs								
4.1. Unité de gestion du projet	2 321	82,3	500	17,7	-	-	-	2 821
4.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs	353	73,6	125	26,4	-	-	-	480
Sous-total	2 674	81	626	19	-	-	-	3 300
Montants non affectés	530	100	-	-	-	-	-	530
Total	10 000	46,7	10 000	46,7	-	1 421	6,6	21 421

Tableau 2

Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Don du FIDA</i>		<i>FEM</i>		<i>Bénéficiaires</i>			<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions en espèces</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
Dépenses d'investissement								
1. Assistance technique et consultants	2 077	76,4	640	23,6	-	-	-	2 717
2. Biens, services, intrants, dons et subventions	1 128	26,7	2 914	68,9	-	184	4,3	4 226
3. Formation, ateliers et réunions	402	19,0	1 717	81,0	-	-	-	2 119
4. Travaux de génie civil	3 002	36,4	4 005	48,6	-	1 237	15,0	8 244
Total des dépenses d'investissement	6 609	38,2	9 276	53,6	-	1 421	8,2	17 307
Dépenses récurrentes								
1. Traitements et indemnités et dépenses de fonctionnement	3 391	82,4	724	17,6	-	-	-	4 114
Total des dépenses récurrentes	3 391	82,4	724	17,6	-	-	-	4 114
Total	10 000	46,7	10 000	46,7	-	1 421	6,6	21 421

Tableau 3

Coûts du projet par composante et sous-composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	2021		2022		2023		2024		2025		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Mobilisation et renforcement des communautés											
1.1. Mobilisation et participation des communautés	218	12,2	441	24,8	445	25,0	337	18,9	340	19,0	1 781
1.2. Renforcement des capacités des communautés	55	23,4	54	23	45	19,1	45	19,1	37	15,4	235
Sous-total	273	13,5	494	24,5	490	24,3	382	18,9	378	18,8	2 016
2. Infrastructures communautaires résilientes face aux changements climatiques											
2.1. Approvisionnement en eau à usage domestique	610	19,6	1 044	33,5	878	28,2	433	13,9	149	4,8	3 114
2.2. Petite irrigation et moyens d'existence issus de l'agriculture sur terres inondables	680	23,7	788	27,4	666	23,2	449	15,6	293	10,1	2 875
2.3. Conservation des sols et de l'eau	504	15,9	698	22,0	789	24,8	607	19,1	578	18,2	3 176
Sous-total	1 793	19,6	2 530	27,6	2 333	25,5	1 488	16,2	1 020	11,1	9 165
3. Protection des moyens d'existence agricoles											
3.1. Renforcement des capacités en matière de production agricole	168	8,2	455	22,1	511	24,8	455	22,1	468	22,8	2 056
3.2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle	337	16,2	424	20,4	452	21,8	433	20,8	432	20,8	2 078
3.3. Résilience des moyens d'existence et création de valeur ajoutée	-	-	-	-	1 132	49,8	1 143	50,2	-	-	2 275
Sous-total	505	7,9	880	13,7	2 094	32,7	2 031	31,7	900	14,0	6 409
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs											
4.1. Unité de gestion du projet	565	20,0	568	20,1	571	20,2	557	19,7	560	20,0	2 821
4.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs	106	22,1	59	12,3	44	9,2	85	17,7	186	38,7	480
Sous-total	671	20,3	627	19,0	615	18,6	642	19,5	745	22,6	3 300
Montants non affectés	106	20	106	20	106	20	106	20	106	20	530
Total	3 348	15,6	4 637	21,7	5 637	26,3	4 649	21,7	3 149	14,7	21 421

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

31. Le coût total du projet est estimé à 21,421 millions d'USD pour une période d'exécution de cinq ans. Le projet sera financé au moyen d'un don du FIDA d'un montant de 10 millions d'USD et de fonds du FEM réservés pour le Yémen, s'élevant également à 10 millions d'USD. La contribution des bénéficiaires, qui prendra la forme d'un apport de main-d'œuvre et de contributions en nature, devrait atteindre l'équivalent de 1,421 million d'USD.

Décaissement

32. Le ou les partenaires d'exécution recevront les fonds du don du FIDA sous forme d'avances. Ils devront élaborer et présenter un plan de travail et budget annuel (PTBA) en respectant le format convenu avec le FIDA. Les fonds seront virés sur le compte bancaire du ou des partenaires d'exécution en fonction des demandes de retrait présentées au FIDA. La première avance couvrira les dépenses prévues au titre des activités devant être réalisées pendant les six premiers mois du PTBA. Par la suite, pour chaque nouvelle avance, le ou les partenaires d'exécution devront justifier 75% du total cumulé des avances reçues, rapprochant les montants précédemment retirés et les montants du don. Les fonds relatifs à l'exécution de la composante 2 seront virés aux partenaires d'exécution dans le cadre d'un accord subsidiaire entre les partenaires d'exécution et en fonction des progrès réalisés dans les activités relevant de la responsabilité des partenaires d'exécution.

Résumé des avantages et analyse économique

33. Le projet est jugé viable sur les plans technique et économique. Le taux de rentabilité économique interne s'élève à 21%, et la valeur actuelle nette, avec un taux d'escompte de 10%, se chiffre à 3,464 millions de rials yéménites (soit

14 millions d'USD), ce qui en fait un bon investissement. Le rapport avantages-coût s'établit à 1,27 dans le scénario de base, et le délai de rentabilité est de huit ans. D'après l'analyse de sensibilité, le projet est plus sensible à une baisse des avantages (valeur critique à - 7%) qu'à des coûts plus élevés (valeur critique à + 16%).

Stratégie de sortie et durabilité

34. Le projet suivra une approche axée sur les communautés s'agissant de définir les besoins prioritaires, de manière à assurer une forte appropriation de tous les investissements par les communautés. Des règles de partenariat claires entre les acteurs du projet et les communautés garantiront que le plan d'exploitation et d'entretien du bâti des infrastructures sera adéquat. Le projet prévoit que la gestion des installations, une fois celles-ci prêtes, sera confiée aux communautés. Des pratiques en matière de formation et de renforcement des capacités devraient être adoptées par les bénéficiaires et appliquées systématiquement.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

35. Les principaux risques recensés sont associés aux facteurs suivants: i) le conflit en cours: les zones considérées comme dangereuses seront évitées pendant la phase d'exécution, sachant que les districts visés par le projet ont été sélectionnés dans des zones jugées sûres par les organismes des Nations Unies ayant une présence locale qui suivent la situation de près; ii) l'instabilité politique et l'insécurité régnant dans le pays: le projet sera exécuté par l'intermédiaire du ou des partenaires d'exécution, qui connaissent très bien l'environnement local et jouissent d'une forte présence sur le terrain; iii) la menace croissante que représente la COVID-19³: tous les protocoles de sécurité seront suivis pendant la phase d'exécution; iv) les phénomènes météorologiques extrêmes: une série de mesures et de pratiques d'adaptation aux risques climatiques seront incluses dans toutes les composantes du projet; v) la faiblesse de la surveillance fiduciaire: ce risque sera réduit grâce à l'adoption de mesures d'atténuation appropriées, à l'élaboration d'un manuel d'exécution du projet, ainsi qu'au recours à un organisme de contrôle tiers et à un bureau d'audit, qui auront des responsabilités de supervision clairement définies.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

<i>Domaines de risque</i>	<i>Évaluation du risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Élevé
Stratégies et politiques sectorielles	Élevé	Substantiel
Environnement et climat	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Élevé	Substantiel
Gestion financière	Élevé	Substantiel
Passation des marchés au titre du projet	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Substantiel	Modéré
Parties prenantes	Élevé	Substantiel
Risque global	Substantiel	Substantiel

B. Catégorie environnementale et sociale

36. Le projet vise à atténuer l'incidence des changements climatiques en prévoyant des investissements dans des infrastructures résistantes aux chocs, telles que celles utilisées pour la récupération de l'eau de pluie, l'approvisionnement en eau à usage

³ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2019.

domestique et l'irrigation. Il permettra de renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux risques climatiques grâce à l'introduction de pratiques, de technologies et d'intrants à cet effet (décrits en détail dans le manuel d'exécution du projet). Le projet est classé comme présentant un **risque de catégorie B, soit un risque modéré**.

C. Classement au regard des risques climatiques

37. Le Yémen est vulnérable aux changements climatiques en raison de l'augmentation prévue des températures, de la variabilité des précipitations et de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes. Il devrait connaître des pénuries d'eau plus graves, une élévation du niveau de la mer plus rapide, ainsi que des sécheresses, des inondations et des cyclones plus fréquents. Les interventions relevant du projet sont expressément destinées à atténuer la vulnérabilité des populations cibles et de leurs actifs face à de telles catastrophes. Le risque climatique du projet est jugé **élevé**.

D. Soutenabilité de la dette

38. Au 15 juin 2019, le montant des arriérés dus par le Yémen au titre de la dette s'élevait à 14,4 millions de DTS, soit environ 20,2 millions d'USD au taux de change en vigueur. En outre, le Gouvernement yéménite doit s'acquitter d'obligations en suspens en ce qui concerne des dépenses non autorisées et le solde restant des avances versées.
39. À l'heure actuelle, le Gouvernement s'est dit prêt à verser un montant de 2,0 millions d'USD pour couvrir toutes les dépenses non autorisées relevant des comptes de projet qui n'ont pas reçu d'avis de non-objection du FIDA, comme le veut la procédure habituelle.
40. La dernière analyse de la soutenabilité de la dette faite par le Fonds monétaire international date de 2014 et indiquait que le pays présentait un risque modéré de surendettement.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

41. Pour ce projet, une approche d'exécution souple sera adoptée. Dans le cas présent, le ou les partenaires d'exécution exécuteront le projet. Ils seront choisis pour leurs capacités techniques en matière d'investissement dans le secteur de la production végétale et animale et pour leur expérience au chapitre de l'exécution de projets semblables. Le ou les partenaires d'exécution assumeront la responsabilité contractuelle de l'exécution. Le FIDA veillera à la participation du Gouvernement yéménite reconnu sur la scène internationale. Un comité de pilotage consultatif sera constitué; il sera dirigé par le Ministère de la planification et de la coordination internationale, et d'autres ministères clés y seront représentés. Ces modalités feront l'objet d'un examen annuel pour chercher à savoir si la situation a évolué, auquel cas le ou les accords seront révisés en fonction de l'évolution des circonstances.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

42. Les mécanismes existants du ou des partenaires d'exécution seront utilisés aux fins du décaissement, de l'enregistrement des dépenses et de la communication d'informations. Un tiers indépendant sera chargé de contrôler la mise en œuvre effective des activités. Le ou les partenaires d'exécution tiendront à jour un système de gestion financière solide, comprenant des registres et des comptes, pour suivre les opérations relatives au projet. Le ou les partenaires d'exécution utiliseront leur propre logiciel de comptabilité en vue d'effectuer le suivi du projet, du moment que ces systèmes sont tous deux conformes aux prescriptions du FIDA.

43. Le ou les partenaires d'exécution établiront et présenteront des rapports financiers trimestriels au sujet du projet. Ces rapports doivent comprendre un état des paiements par source de financement, par composante et sous-composante, ainsi qu'une comparaison avec le PTBA approuvé. Ils seront soumis au FIDA dans les 20 jours suivant la fin de chaque trimestre. Le ou les partenaires d'exécution rédigeront, chaque trimestre, un rapport financier intermédiaire non audité sur l'ensemble du projet, selon un format jugé acceptable par le FIDA. On trouvera le modèle de ce rapport dans le manuel d'exécution du projet. Les rapports financiers intermédiaires seront soumis au FIDA dans les 45 jours suivant la fin de chaque trimestre. Ils devraient couvrir toutes les activités, tous les financements et toutes les dépenses relevant du projet et comprendre un état des paiements par source de financement, par composante et sous-composante, ainsi qu'une comparaison avec le PTBA approuvé. Ils devraient également comporter une estimation des contributions en nature des bénéficiaires et de toutes les autres formes de cofinancement. Le ou les partenaires d'exécution établiront en outre des rapports financiers annuels non audités, qui seront présentés au FIDA dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice à moins que le Fonds n'en convienne autrement.
44. La passation de marchés pour des biens, travaux et services à financer au moyen des fonds du FIDA respecte les règles, procédures et directives pertinentes du ou des partenaires d'exécution en la matière, pour autant que ces règles, procédures et directives aient été évaluées et jugées acceptables par le Fonds; dans le cas contraire, seules les Directives du FIDA en matière de passation des marchés s'appliquent. Le ou les partenaires d'exécution mettront le projet en œuvre dans le respect des dispositions de l'accord de don et de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

45. **Planification.** Un PTBA consolidé sera établi par le ou les partenaires d'exécution. L'élaboration du PTBA sera entamée au niveau des villages et consolidée à l'échelle des districts et des gouvernorats, de concert avec les partenaires d'exécution sur le terrain, qui rendront compte des mesures convenues avec les communautés ciblées. Le PTBA sera soumis au FIDA pour avis de non-objection au moins 60 jours avant le début de chaque année.
46. **Suivi et apprentissage.** Le ou les partenaires d'exécution sélectionnés seront chargés de mettre en œuvre le système de suivi-évaluation et de contrôler régulièrement les indicateurs de performance des composantes et sous-composantes, ainsi que les progrès accomplis à l'égard des indicateurs de résilience et de risque. Le système de suivi-évaluation permettra de générer des rapports de situation semestriels et annuels. Le ou les partenaires d'exécution sélectionnés feront réaliser des évaluations de référence, des examens à mi-parcours et des évaluations de l'impact qui intégreront des mesures de résultats clés dans le cadre de la méthode à suivre.
47. **Gestion des savoirs et communication.** Le FIDA organisera des manifestations pour mettre en commun les savoirs concernant l'incidence des investissements ciblés dans l'agriculture et le développement rural dans les pays en situation de fragilité, en s'appuyant sur les observations faites au Yémen. Il mettra en place un dispositif permettant d'échanger et de collaborer en continu avec le Gouvernement yéménite afin de tenir ce dernier informé des résultats obtenus dans le cadre du programme de pays. L'expertise du ou des partenaires d'exécution sélectionnés en matière d'élaboration de supports de connaissances sera mise à profit. Un mécanisme de réponse aux doléances sera établi et les bénéficiaires pourront faire part de leurs préoccupations soit au niveau local, au coordonnateur ou à la coordonnatrice, soit au niveau central, au ou aux partenaires d'exécution

sélectionnés, selon les procédures opérationnelles standard du ou des partenaires d'exécution.

48. **Innovations et reproduction à plus grande échelle.** L'une des principales caractéristiques innovantes du projet est la collaboration systématique avec les membres des communautés dans le cadre de concertations distinctes. Les conditions de partenariat régissant les rôles et les responsabilités des communautés, des acteurs du projet et des éventuels autres partenaires sont également novatrices. En outre, le projet sera l'occasion d'introduire plusieurs nouveautés dans les infrastructures des communautés, telles que l'utilisation de réservoirs d'eau en plastique plus économiques, situés dans des endroits stratégiques pour être utilisés par les ménages.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

49. Le projet fera fond sur la présence du ou des partenaires d'exécution sur le terrain. L'accord entrera en vigueur une fois que l'accord de don entre le FIDA et le ou les partenaires d'exécution sera signé. Les activités de démarrage comprennent: i) la signature d'un accord subsidiaire entre les partenaires d'exécution, s'il y a lieu; ii) l'établissement de la version finale du mandat des partenaires d'exécution en matière d'appui sur le terrain; iii) la sélection et le recrutement des partenaires d'exécution de sorte que les travaux sur le terrain puissent commencer le plus vite possible.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

50. Le FIDA assurera la supervision du projet. Toutefois, en raison du conflit, les missions sur le terrain seront confiées à un tiers indépendant qui sera recruté directement par le FIDA et sera épaulé par le ou les partenaires d'exécution sélectionnés. Une mission d'examen à mi-parcours sera organisée trois ans après le démarrage du projet et sera dirigée par le FIDA en coordination avec le ou les partenaires d'exécution sélectionnés. Le FIDA et le ou les partenaires d'exécution sélectionnés effectueront ensemble l'examen d'achèvement du projet, en étroite collaboration avec les communautés.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

51. Un accord de don entre le ou les partenaires d'exécution et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le don proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Le ou les partenaires d'exécution seront sélectionnés à la suite d'un nouvel examen des conditions d'intervention qui prévalent dans le pays et après confirmation de l'organisme d'exécution le plus approprié pour permettre au FIDA d'intervenir avec efficacité et efficience dans le cadre de son mandat, de manière à enrichir son expérience directe des activités menées dans les situations de conflit et de fragilité.
52. Je certifie que le don proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

53. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera un don d'un montant de dix millions de dollars des États-Unis (10 000 000 USD), à utiliser dans le but de venir en aide à la population yéménite, qui sera mis en œuvre selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

54. Le Conseil d'administration prend note que, avant de concrétiser le projet, le Fonds analysera les différents aspects et paramètres nécessaires pour préserver ses actifs. Compte tenu de ces éléments, l'exécution débutera dès que ces paramètres seront établis et confirmés. La direction informera le Conseil d'administration des progrès accomplis en avril 2021.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Accord de don

(Le document sera mis à disposition avant la session.)

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach Total project outreach target is made 80% of Component 2: Climate Resilient Community Infrastructure and 50% of Component 3 : Protection of Agriculture Livelihoods. For Indicator 1.a No of Households reached, 12.2% of total HHs are female headed. For indicator 1.b Estimated corresponding total number of HH members, the calculation is based on the average number of people in one HH in the Project area is 6.7	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				M&E Beneficiary Database	Annual	Implementing partner (s) M&E Unit	Political and Macro-Economic instability do not interfere with the implementation and lead to inappropriate targeting Instability in local communities are provided real incentive to rebuild their lives and contribute to stability and peace
	Females - Number		27782	39040				
	Males - Number		24258	32760				
	Young - Number		9266	15182				
	Total number of persons receiving services - Number of people		52040	71800				
	1.a Corresponding number of households reached				M&E Beneficiary Database	Annual	Implementing partner (s) M&E Unit	
	Women-headed households - Number		1882	3176				
Households - Number		15425	26031					
1.b Estimated corresponding total number of households members				M&E Beneficiary Database	Annual	Implementing partner (s) M&E Unit		
Household members - Number of people		103348	174400					
Project Goal Rebuild communities resilience against the economic and environmental shocks and improve the livelihoods of poor, excluded and deprived people	Percentage reduction in the number of target rural households living below the poverty line				National/ regional statistical services / WB and UN statistics/ Baseline and completion surveys, RIMA Scores	MTR and completion	Targeting Specialist and Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	Political and Macro-Economic instability do not interfere with the implementation and lead to inappropriate targeting Instability in local communities are provided real incentive to rebuild their lives and contribute to stability and peace
	Reduction - Percentage (%)	0	5	10				
	Percentage improvement in the average score of the Resilience Index Measurement and Analysis (RIMA)				National/ regional statistical services / WB and UN statistics/ Baseline and completion surveys, RIMA Scores	MTR and completion	Targeting Specialist and Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	
Improvement - Percentage (%)		5	15					

Development Objective Improve the food security and the poverty level of smallholder farmers through increased agriculture production, employment opportunities, and the efficient use of Natural Resources	Percentage of beneficiary households reporting at least 20% increase in average HH net income from both farm and non-farm activities/services	National/ regional statistical services / WB and UN statistics/ Baseline and completion surveys, RIMA Scores	MTR and completion	Targeting Specialist and Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	Political and Macro-Economic instability do not interfere with the implementation and lead to inappropriate targeting; Instability in local communities are provided real incentive to rebuild their lives and contribute to stability and peace
	Households - Percentage (%)	0	50	70	
	Percentage of poor rural smallholder HHS increased climate resilience	National/ regional statistical services / WB and UN statistics/ Baseline and completion surveys, RIMA Scores	MTR and completion	Targeting Specialist and Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	
	Households - Percentage (%)		50	80	
	Percentage of households satisfied with project-supported services	National/ regional statistical services / WB and UN statistics/ Baseline and completion surveys, RIMA Scores	MTR and completion	Targeting Specialist and Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	
	Total - Percentage (%)		60	80	
	Men - Percentage (%)		60	80	
Female - Percentage (%)		60	80		
Youth - Percentage (%)		60	80		
Outcome The community and farmer institutions are strengthened to deliver the services effectively and to ensure the sustainability of project investments	Number of Community Institutions (CDA/WUAs/VCU/CBOs) become functional or successfully implementing O&M activities	Mid-term and Completion Survey	MTR and completion	Implementing partner (s) M&E units, Mid-term, and Impact assessment contractors	Intra-community conflicts prevent formation of effective CDAs
	Community - Number		20	30	
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers	Mid-term and Completion Survey	MTR and completion	Implementing partner (s) M&E units, Mid-term, and Impact assessment contractors	
	Households (%) - Percentage (%)		50	70	
Households (number) - Number		7713	18222		
Output Capacity building and training activities are delivered	Number of people trained under the capacity building activities	M&E Beneficiary Database	Quarterly	Implementing partner (s) M&E Unit	Intra-community conflicts prevent formation of effective CDAs (R
	Men - Number		1096	1686	
	Women - Number		1054	1623	
	Youth - Number		455	700	
	Total - Number		2150	3309	

Outcome Strengthen the environmental sustainability and climate resilience of poor rural people	3.2.3 Households reporting a significant reduction in the time spent for collecting water or fuel				Baseline, mid-term and Completion survey	Baseline, mid-term and Completion	Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors.	Sufficient implementation capacity and capable service providers to develop infrastructure. Intervene in areas where there is no active fighting and work through partners who have developed a good modus operandi in securing clearances from local authorities and are trusted by local communities.
	Total household members - Number of people		14080	17600				
	Males - Number		6834	8542				
	Females - Number		7246	9058				
	Young - Number		2534	3168				
	1.2.3 Households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs				Baseline, mid-term and Completion survey	Baseline, mid-term and Completion	Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors.	
	Total number of household members - Number of people		9792	12240				
	Males - Number		4798	5998				
	Females - Number		4994	6242				
	Young - Number		1763	2203				
3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Baseline, mid-term and Completion survey	Baseline, mid-term and Completion	I Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors.		
Households - Percentage (%)		64	80					
Number of hectares of land brought under climate-resilient management (50% irrigated landholdings and 20% rain fed impacted land)								
Hectares of land - Area (ha)		1688	3253	Baseline, mid-term and Completion survey	Baseline, mid-term and Completion	Implementing partner (s) M&E units, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors.		
Output Rural population access to clean drinking water								
Number of individual households provided with water supply (i.e. Rooftops and courtyard water harvesting)				M&E Beneficiary Database	Quarterly	Implementing partner (s) M&E Unit in coordination with FAO M&E Unit, TPM		
Households - Number		500	800					
Output Rehabilitation or improvement of small-scale community level water infrastructures for irrigation schemes and flood-based agriculture schemes	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				M&E Beneficiary Database	Quarterly	Implementing partner (s)M&E Unit in coordination with I Implementing partner (s) M&E Unit, TPM	
	Length of roads - Length (km)		14	20				
	Area served under the rehabilitation of flood-based agriculture system and irrigation systems				M&E Beneficiary Database	Quarterly	Implementing partner (s)M&E Unit, TPM	
Hectares of land - Area (ha)		525	715					
Outcome Enhance the resilience and protect the livelihoods of	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices				FFS Surveys, Adoption surveys	Annual FFS methodology,	Implementing partner (s) M&E unit, Baseline,	Traditional views of women's role in family and society
	Households - Percentage (%)		60	80				

agriculture households in Yemen. (The core indicator 1.2.2, results from the women and youth respondents will be extrapolated proportionally beyond the original observation range).						Baseline, mid-term and Completion	Mid-term, and Impact assessment contractors	can be change Tension with the host community is softened through project support providing win-win solutions
	1.2.4 Households reporting an increase in production				FFS Surveys, Adoption surveys	Annual FFS methodology, Baseline, mid-term and Completion	Implementing partner (s) M&E unit, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	
	Households - Percentage (%)		50	75				
	1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)				KAP surveys	Annual KPAs, Baseline, mid-term and Completion	IP Nutrition Field officers, Implementing partner (s) M&E unit, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	
Households (%) - Percentage (%)		45	60					
Output Trainings provided to improve crop and livestock production and in the management of climate-related risk	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies				M&E Beneficiary Database	Quarterly	IP Nutrition Field officers, Implementing partner (s) M&E unit, TPM	
	Total number of persons trained by the project - Number		2400	6000				
	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages				M&E Beneficiary Database	Quarterly	IP Nutrition Field officers, Implementing partner (s) M&E unit, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	
	Total rural producers - Number		138	346				
Output The provision of targeted support to the rural households to improve their nutrition	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition				M&E Beneficiary Database	Quarterly	IP Nutrition Field officers, Implementing partners M&E unit, Baseline, Mid-term, and Impact assessment contractors	
	Females - Number		1600	4000				
Output Providing livelihood support packages to smallholders to add value to their current	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages				M&E Beneficiary Database	Quarterly	IP Nutrition Field officers, Implementing partner (s) M&E unit, Baseline,	
	Females - Number		451	900				
	Males - Number		722	1446				
	Young - Number		400	800				

production in order to make their livelihoods more resilient	Total rural producers - Number		1173	2346			Mid-term, and Impact assessment contractors	
Output Capacity is built to carry out, communicate and to use knowledge products	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Stakeholder platforms, meetings, and network with national/local institutions	Annual	Project Manager, M&E Officer, implementing partner (s) Focal Points	Political and governance risks can impede implementation, control of the country by different parties could lead to interferences
	Number - Number		2	4				

Integrated Project Risk Matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context	High	High
Political Commitment	High	High
Risk(s): There are now three political governments in the country who have control over specific geographic areas.	High	Substantial
Mitigations: RLDP will be implemented by implementing partner (s) who have proved that they can successfully negotiate with all three governments and deliver effectively on the ground for the benefit of the people regardless of the Government which purports to exercise control.		
Governance	High	High
Risk(s): The government has weak capacity to be part of the implementation or to properly monitor the project's progress.	High	High
Mitigations: RLDP will be implemented by implementing partner (s) who have proved that they can successfully negotiate with all three governments and deliver effectively on the ground for the benefit of the people regardless of the government which purports to exercise control. The internationally recognised government will be represented in the Advisory Steering Committee of the project.		
Macroeconomic	High	High
Risk(s): Impact of exchange rate instability is high.	High	Substantial
Mitigations: Adequate provision for price contingencies has been done. The unallocated category of the loan will reflect this risk. Annual review of unit costs in the AWPB will allow for price escalations.		
Risk(s): High inflation rate coupled with dramatic fall income as many public sector workers have gone for months without being paid	High	High
Mitigations: The project will contribute, though minimal, to maintaining some basic public services in the agricultural sector and capacity.		
Fragility and security	High	Substantial
Risk(s): Reaching the target population may be challenging as Yemen is in the midst of a complex conflict that is causing massive physical damage, devastating the economy, weakening institutions, and generating an unprecedented humanitarian crisis	High	Substantial
Mitigations: Target governorates have been agreed with the Internationally Recognised Government and the de facto government then will be validated with the selected implementing partner (s). Targeting strategy took into consideration security and accessibility within the target governorates. List of districts remains flexible to accommodate future changes based on how the situation might evolve in the target areas.		
Sector Strategies and Policies	High	Substantial
Policy alignment	High	Substantial
Risk(s):	Substantial	Substantial

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Most of Yemen's strategies are outdated and thus may not be as relevant.		
Mitigations: The project design took into consideration priorities in these strategies but also validated the information through desk research and meeting with other stakeholders in the country. During implementation, continuous beneficiary consultation by the implementing partner (s) and Advisory Steering Committee will ensure relevance of the interventions the target population.		
Risk: The agriculture sector has been under severe distress due to the ongoing conflict and the sector priorities have shifted as a result of conflict	High	Substantial
Mitigations: Project design took into consideration priorities in these strategies but also validated the information through desk research and meeting with other stakeholders in the country. During implementation, continuous beneficiary consultation by the implementing partner (s) and Advisory Steering Committee will ensure relevance of the interventions the target population.		
Policy development & implementation	Substantial	Substantial
Risk(s): The implementation of strategies in agriculture and sustainable development has been interrupted due to the conflict. Due to the weakened governance and political instability, the government cannot prioritize its core functions including the development of new strategic vision and policy instruments for the rehabilitation of social and economic sectors.	Substantial	Substantial
Mitigations: For design, IFAD worked through the Rome Based Agencies to focus on areas of its strategic priorities as identified in the 11th Replenishment including the mainstreaming areas. The selection of the implementing partner (s) will ensure continuous engagement with the Yemen people , governorate official and the three governments for some policy development. The Advisory Council will be involved in the policy development agenda during the course of the project.		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Risk(s): Yemen's water scarcity remains the main environmental issue. Lack of water in target areas is the main risk that could negatively impact project activities. Other issues regarding water and soil quality are of substantial risk as well especially in the conflict context.	Substantial	Moderate
Mitigations: In areas where groundwater will be used, geological surveys to determine water quantity will be done by the project in compliance with the ESMP. This will ensure sound targeting and sustainable use of water resources. Water and soil quality assessments are also planned for target areas.		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Moderate
Risk(s): The project will operate in areas with high vulnerability to climate change and extreme weather events.	Substantial	Moderate
Mitigations:		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
A detailed climate risk analysis has been developed as part of the SECAP and the proper adaptation measures have been identified. Around half of the IFAD financing is going to adaptation-focused activities and an additional \$10 million from the GEF's LDCF will be co-financing the project with the aim of increasing communities' resilience to climate change. The infrastructure component of the project will be enhancing adaptation to climate change impacts in the target areas. The other activities (e.g. FFS, trainings, community mobilization) are not highly vulnerable to the impacts of climate change and can be easily adapted.		
Project Scope	Moderate	Low
Project relevance	Moderate	Low
Risk(s): Due to the fragile and unstable situation, there may be external factors that may impede the proper implementation of technical components due to lack of understanding of the changing priorities	Moderate	Low
Mitigations: Project is designed to be flexible during implementation, with community consultation and priorities an important pillar for success. During design, relevant documents on Yemen's current needs have been consulted and meetings with development stakeholders took place to ensure that the project is well aligned with the priorities. The targeting strategy relied on the most recent IPC, malnutrition, IDPs and climate vulnerability data. The unallocated amount in the budget shall help addressing emergencies should they arise. During implementation, the community based approach, where communities identify their priorities at all times and with continuous community feedback processing by the implementing partner (s), the project will increase the chances of keeping the interventions relevant.		
Technical soundness	Low	Low
Risk(s): As the design was organised remotely, no field visits were conducted and there was minimum consultation of the target populations. The identification of sound technical solutions to the problems faced by the populations may have been weak	Low	Low
Mitigations: IFAD has long years of experience in Yemen and implemented large scale programs in the country. The design focused on the core competencies and lessons learned from its previous portfolio and included local consultants. In addition, the project is designed to be flexible during implementation, with community consultation and priorities an important pillar for success. During implementation, the the implementing partner (s) will take a flexible community driven approach to ensure relevance for the target group and appropriate designs of the technical interventions. Priority will be given to technical solutions that can be managed by knowledge that is easily available in the country and at local levels.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	High	Substantial
Implementation arrangements	High	Substantial
Risk(s): As the project will be implemented through implementing partner (s), government ownership and cooperation may be weak. With three governments in charge of different areas of the country, achieving ownership and cooperation may be challenging and may affect implementation.	High	Substantial

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>Mitigations: A key part of the implementation strategy is to provide operational support and incentives to Government line agencies, local implementing agencies, and community organizations and community agents for effective delivery. The “Advisory Steering Committee” will involve key governmental institutions from the internationally recognised government and will be following up on the project. This will also serve to rebuild their institutional capacity as well as mitigate against the risk of outside partners and agencies not being able to travel in the project area.</p>		
M&E arrangements	Substantial	Moderate
<p>Risk(s): The M&E system is very complicated in the context of Yemen; the continued war and the restricted movement.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations: The primary responsibility for the design and implementation of the Project M&E System will be assumed by the implementing partner (s) i.e Head of M&E Department at the implementing partner (s) and two M&E associates will be assigned at the implementing partner (s) Field Hubs in Aden and Sanaá. RLDP activities will be geo-referenced and A robust GRM mechanism has been developed for communities to submit their complaints and ensure timely response.</p>		
Procurement	Substantial	Moderate
Legal and regulatory framework	Moderate	Low
<p>Risk(s): Some of the Project Procurement Implementation may be done in accordance with the implementing partner (s) Procurement Guidelines..</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations: The implementing partner’s “Procurement Guidelines will be assessed and Procurement will be done under IFAD supervision. .</p>		
Accountability and transparency	High	Moderate
<p>Risk(s): The current situation in Yemen limited the competition and the availability of the required goods and services to be delivered.</p>	High	Moderate
<p>Mitigations: In light of the continuous conflict, this risk can be mitigated only by advance planning and commitments by the implementing partner (s) which take into consideration the current situation in Yemen and the fast-track procedures that the implementing partner (s) has in place for countries in level 3 emergencies such as Yemen. In addition, the implementing partner (s)’s presence in the different governorates and its continuous operations in the country throughout the conflict will help in mitigating this risk</p>		
Capability in public procurement		No risk envisaged
<p>Description; The Project will be implemented by selected implementing partner (s). Therefore no Public Procurement is involved</p>		
Public procurement processes		No risk envisaged
<p>Description; No Public Procurement Processes are used in the implementation of the project</p>		
Financial Management	High	Substantial

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Organization and staffing	High	Substantial
Risk(s): The risk that the implementing entity does not have the necessary number of adequately qualified and experienced financial management staff in the national and regional centers, resulting in limited ability to meet the functional needs of the project.	High	Substantial
Mitigations: The project will be implemented by the implementing partner (s). An assessment of the IP's internal capacities from human resources , internal controls environment and financial and accounting systems will be done to ensure strong and sustained capacities which allow to reduce the residual risk to moderate.		
Budgeting	High	Substantial
Risk(s): The risk that budgeted expenditures are not realistic, not prepared or revised on a timely basis, and not executed in an orderly and predictable manner, resulting in funds not being available when needed, ineligible costs and reallocation of project funds and slow implementation progress.	High	Substantial
Mitigations: An initial 18-month Procurement Plan will be prepared by the implementing partner (s) using the template provided by IFAD. Each party will prepare the plan for its component(s) and the implementing partner (s) will have the responsibility of consolidating the plan before its submission to IFAD as part of a complete AWPB.SFD will prepare and submit to the implementing partner (s), on quarterly basis, financial reports related to component 2 of the project. The reports include a statement of payments by financing sources, by component, sub-component, and a comparison against approved AWPB, and will be submitted to the implementing partner (s) no later than 20 days after the end of each quarter. the implementing partner (s) will prepare, on quarterly basis, interim unaudited financial reports (IFRs) for the whole project, in accordance with the format acceptable to IFAD, and template will be available within the Project Implementation Manual. The IFRs will be submitted to IFAD no later than 45 days after the end of each quarter.		
Funds flow/disbursement arrangements	High	Substantial
Risk(s): The risk that funds from multiple financiers disburse with delay due to cumbersome treasury arrangements or inability of project cost centers and service providers to justify prior advances, resulting in delayed implementation.	High	Substantial
Mitigations: Disbursement to the implementing partner (s) shall be made on the basis of advance of funds method. the implementing partner (s) is required to prepare and submit AWPB in accordance with the format and periodicity agreed with IFAD. The grants proceeds will be transferred into the the implementing partner (s) bank account based on withdrawal application submitted to the IFAD. The funds related to the implementing of component 2 will be transferred to the implementing partner (s) on the basis of the progress of the execution of the activities implemented under the responsibility of the implementing partner (s).		
Internal controls	High	Substantial
Risk(s): The risk that appropriate controls over Project funds are not in place, leading to the inefficient or inappropriate use of project resources.	High	Substantial
Mitigations:		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
To provide reasonable assurance that project funds are spent for the intended purposes, the following arrangements will be in place: (i) reliance on established the implementing partner (s) internal control mechanisms for the process of disbursement, documentation of expenditures and reporting; (ii) use of third party monitoring (TPM) to verify physical implementation of the activities of the project and the compliance with the internal controls and financial management arrangements; and (iii) preparation of timely financial reports submitted to IFAD. Furthermore, the internal control system in place within the the implementing partner (s) has been deemed acceptable by IFAD		
Accounting and financial reporting	High	Substantial
Risk(s): The risk that accounting systems – including polices and standards – are not integrated and reliable, leading to inaccuracies in financial records, and that reasonable records are not prepared, issued and stored, leading to lack of informed decision-making.	High	Substantial
Mitigations: The implementing partner (s) will maintain a financial management system, including records and accounts, adequate to reflect the transactions related to the activities, in accordance with the requirements of the the implementing partner (s) financial regulations and rules and maintain separate accounts in their books to record the financial transactions of the project. The implementing partner (s) should use an accounting software linked to a financial system for the project monitoring. The financial reporting of the projects is automatically generated by the system, including withdrawal applications, provides statements on commitments and payments by component, sub-component, activities and by financing sources. Tax exemptions, based on exemption certificates, and beneficiaries' contributions in kind to reflect counterpart contributions will also be recorded in the accounting system issued under each contract.		
External audit	Substantial	Substantial
Risk(s): The risk that independent and competent oversight of the Project financial statements is not in place or performed timely leading to possible misrepresentation of the financial results and/or suspension or other remedies due to compliance breaches.	Substantial	Substantial
Mitigations: As per IFAD Handbook for Financial Reporting and Auditing of IFAD-Financed Projects, the grants of any amounts provided to United Agencies, subject to the Policy for Grant Financing, are classified as Type C Grants. The Recipient should submit annually to IFAD certified Statements of Expenditures (SoE) signed by an authorized signatory) within 45 days of the period-end. Therefore, the implementing partner (s) as recipient is exempted from the submission of audited financial statements of the project.		
Environment, Social and Climate Impact	Substantial	Moderate
Biodiversity conservation		No risk envisaged
Description; The project will not operate in any ecologically sensitive or biodiversity-rich areas.		
Resource efficiency and pollution prevention	Moderate	Low
Risk(s):	Moderate	Low

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Weak institutional capacity to monitor water and soil use is a risk. The project is expected to enhance water and soil resources efficiency across its components in the target areas. Pollution due to infrastructure development works is expected to be minimal.		
Mitigations: A detailed SECAP and ESMP with a robust GRM have been developed for the project. The ESMP identifies measures to ensure sound natural resources management by the project.		
Cultural heritage		No risk envisaged
Description: The project will not operate close to any cultural heritage sites.		
Indigenous Peoples		No risk envisaged
Description: The project will not operate in areas where indigenous people are		
Community health and safety	High	Substantial
Risk(s): Yemen is suffering from a strong Cholera outbreak since 2016 and the COVID-19 situation is expected to worsen. The country's current institutional capacity and the lack of accessibility significantly poses more risk on the current situation.	High	Substantial
Mitigations: The ESMP outlines a number of measures to be taken to mainstream health and hygiene considerations across all project activities. These measures include water quality assessments, food safety and awareness raising on COVID-19 precautions.		
Labour and working conditions	Moderate	Low
Risk(s): Yemen's current conflict situation- among other reasons- has led to increased incidences of GBV, child labour and poor working conditions (health and safety).	Moderate	Low
Mitigations: A detailed SECAP and ESMP with a robust GRM have been developed for the project. The ESMP identifies measures to restrict child labour. It also identifies mitigation measures for GBV and sexual harassment across the project's activities. The GRM should allow for any sexual harassment/violence cases to be reported and dealt with immediately. The health and safety concerns will follow community health and safety measures described in the subcategory below.		
Physical and economic resettlement		No risk envisaged
Description; The project does not include any physical or economic resettlement activities.		
Greenhouse gas emissions		No risk envisaged
Description; The project does not include activities that are expected to be of a high Carbon footprint. On the contrary, the project will promote mitigation co-benefits such as solar-powered pumping and better soil practices.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards		No risk envisaged

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Description: The project will not increase the vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards. On the contrary, around half of the IFAD financing is going to adaptation-focused activities and an additional \$10 million from the GEF's LDCF will be co-financing the project with the aim of increasing communities' resilience to climate change.		
Stakeholders	High	Substantial
Stakeholder engagement/coordination	High	Substantial
Risk(s): There are now three political governments in the country who have control over specific geographic areas. Instability in local communities and tribal conflicts are common. Other development partners may be working in the same target areas.	High	Substantial
Mitigations: RLDP will be implemented by implementing partner (s) who will prove that they can successfully negotiate with all three governments and deliver effectively on the ground for the benefit of the people regardless of the government which purports to exercise control. The internationally recognised government will be represented in the Advisory Steering Committee of the project. As for communities, the first component is targeting community mobilization and community action plans development in a participatory approach with a focus on women and youth. As for other development partners, coordination through the implementing partner (s) will ensure complementarity of efforts in common target areas.		
Stakeholder grievances	Substantial	Moderate
Risk(s): The security situation might increase the chance of grievance among communities and other stakeholders.	Substantial	Moderate
Mitigations: A robust GRM mechanism has been developed for communities to submit their complaints and ensure timely response. The implementing partner (s) will communicate grievances from other stakeholders to IFAD in order to discuss the appropriate action required.		

ⁱ La version finale sera publiée selon les directives formulées par OPR au sujet du modèle hybride (proposition de don considérée comme un investissement réel).